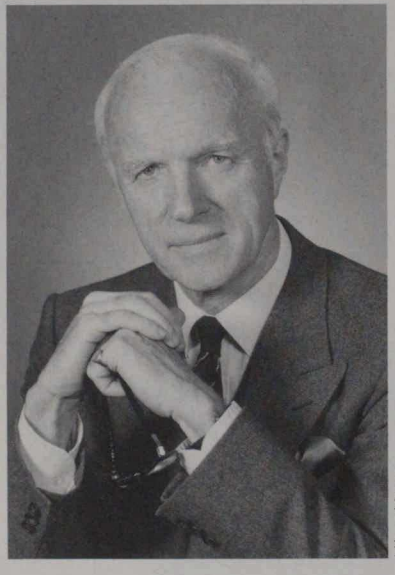
Si jamais il y eut au Canada le besoin d'un Institut comme le nôtre, ce fut l'année dernière. Effectivement, comme nous l'avions prédit dans notre Rapport annuel il y a un an, la fin de la Guerre froide n'a pas été suivie d'une réduction des tensions internationales, mais plutôt d'une mutation de celles-ci de bipolaires à multipolaires. La paix et la sécurité internationales semblent aujourd'hui tout aussi précaires qu'elles l'étaient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La crise du Golfe, l'instabilité en Europe de l'Est et la conflagration en Éthiopie et dans de nombreuses autres régions du monde sont autant d'événements qui ont fait les manchettes durant l'année écoulée.



Ashley and Crippen

Durant cette période de vastes transformations à l'échelle mondiale, le Canada a tenté de formuler une politique claire et bien articulée qui régirait son rôle dans le nouveau contexte international. Or, ce besoin évident de tenir des discussions et d'établir des lignes de conduite en matière de politique étrangère vient à un moment où le public et les différents paliers gouvernementaux canadiens sont fort préoccupés par des questions nationales pressantes. Les discussions nationales que nous devrions tenir au sujet de questions internationales de première importance sont souvent éclipsées par les priorités perçues au pays, et, trop souvent, les rapports cruciaux entre un monde et un Canada en pleine mutation sont passés sous silence.

Dans ces conditions troublantes, un Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a, de toute évidence, un rôle à jouer, si ce n'est que pour aider à équilibrer la perception qu'ont nos concitoyens de ce qui est important. Lorsque l'ensemble des partis politiques fédéraux ont approuvé la création de l'Institut au début des années 1980, ils lui ont donné pour mission d'accroître la compréhension des grandes questions internationales intéressant le Canada et d'encourager la discussion à ce propos. Cette mission revêt d'autant plus d'importance lorsque ces aspects tendent à disparaître de la une pour être remplacés par des préoccupations d'ordre national.

À la lumière de ces événements, la *pertinence* et l'*incidence* sont deux notions clés qui guident de plus en plus les activités de l'Institut. D'importants progrès ont été réalisés sur les deux plans durant l'année écoulée, comme le montre le contenu du présent rapport. En particulier, l'Institut est maintenant davantage tourné vers l'extérieur et est mieux connu du public, en grande partie grâce à sa vaste diffusion d'information et ses analyses effectuées durant la guerre du Golfe et grâce aux quelque 300 exposés donnés aux médias et en public par le Directeur général et d'autres membres du personnel.

Il ne fait aucun doute que l'Institut a connu une excellente année. Ses employés ont accompli leur travail avec énergie, adresse et enthousiasme. La productivité a augmenté, c'est-à-dire qu'il y a eu une hausse dans le travail fourni, accompagnée d'une baisse des coûts en termes réels. Nos activités ont reflété de façon croissante les priorités fixées dans notre plan directeur, et leur efficacité a été accrue grâce à la mise en oeuvre des recommandations d'une étude de gestion extérieure menée en étroite collaboration avec l'ensemble du Conseil d'administration et des employés. Le Conseil d'administration s'est acquitté de ses responsabilités avec discernement et perspicacité. À une époque où chaque dépense gouvernementale est étroitement surveillée et où l'Institut est parvenu, pour la quatrième année consécutive, à faire plus avec moins, il est agréable de se trouver à la tête d'un organisme public qui s'acquitte de ses très importantes responsabilités avec autant de professionnalisme.

Le Président du Conseil d'administration,
DAVID BRAIDE